Document généré le 12 oct. 2024 04:57

Relations industrielles
Industrial Relations

Management Relations with Organized Public Employees — Theory Policies, Programs — Edité par Kenneth O. Warner, Public Personnel Association, Chicago, Illinois, 1963, 239 pp.

Jean-Réal Cardin

Volume 18, numéro 3, juillet 1963

URI : https://id.erudit.org/iderudit/1021421ar
DOI : https://doi.org/10.7202/1021421ar

Aller au sommaire du numéro

Éditeur(s)

Département des relations industrielles de l'Université Laval

ISSN

0034-379X (imprimé)
1703-8138 (numérique)

Découvrir la revue

Citer ce compte rendu

Cardin, J.-R. (1963). Compte rendu de [*Management Relations with Organized Public Employees — Theory Policies, Programs* — Edité par Kenneth O. Warner, Public Personnel Association, Chicago, Illinois, 1963, 239 pp.] *Relations industrielles / Industrial Relations*, *18*(3), 435–436. https://doi.org/10.7202/1021421ar

Tous droits réservés © Département des relations industrielles de l'Université Laval, 1963

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

https://www.erudit.org/fr/

Voici une contribution à l'histoire du socialisme britannique qui s'inscrit à côté des nombreuses autres que nous connaissons sur le sujet. L'ouvrage du professeur McBriar, de l'Université de Melbourne apparaît, dans cette lignée, comme un jalon des plus importants pour l'étude du socialisme fabien en Angleterre.

Il vise avant tout à constituer une étude critique de la doctrine fabienne et ne s'attache qu'accessoirement à l'histoire de la Société et à la biographie de ses membres.

Ce faisant, l'ouvrage du professeur McBriar, veut tenter une évaluation de l'influence du Fabianisme sur la politique britannique à venir jusqu'à 1918, **en particulier,** sur le Parti libéral, l'« Independant Labor Party » du début du siècle, et, il va sans dire, le Parti travailliste que l'on connaît encore aujourd'hui. Il s'agissait, comme le note l'auteur dans la préface, d'une entreprise difficile, car il est toujours hasardeux de vouloir historiquement déterminer l'influence qu'un groupe social peut avoir eue sur les politiques d'un Etat ou d'un parti politique en particulier.

L'auteur, à cette fin, a non seulement puisé ses informations dans les documents officiels de la Société fabienne, mais a aussi fait état de la pensée et des écrits de ses membres en tant qu'individus, pour les comparer avec les positions adoptées, les mesures arrêtées par les partis politiques du temps, et ainsi établir avec une certaine vérité la part d'influence que les Fabiens ont commandée dans l'Angleterre du début du siècle.

Il est bon de rappeler ici que la Société fabienne, dont faisaient partie les meilleurs esprits progressifs de la fin de l'ère victorienne: George Bernard Shaw, Sidney et Beatrice Webb, H.G. Wells, et d'autres personnages de première valeur, se situait, dans sa doctrine, quelque part entre le Marxisme et le libéralisme radical inspiré en partie par les écrits de John Stuart Mill, qu'elle est à l'origine du travaillisme britannique, et qu'elle a contribué indirectement à la fondation de la London School of Economics, ainsi qu'à l'adoption de l'idée du « welfare state » si caractéristique de l'Angleterre contemporaine.

C'est tout ceci, plus bien d'autres questions, qu'examine avec une autorité indiscutable le professeur McBriar, puisque l'origine de son ouvrage est la rédaction d'une thèse à Oxford à laquelle ont aidé des personnalités aussi versées dans le socialisme britannique et dans l'histoire que G.D.H. et Margaret Cole, et R.H. Tawney.

L'ouvrage se divise en douze chapitres suivis d'une bibliographie des plus précieuses pour les chercheurs. Les premiers chapitres sont consacrés particulièrement aux origines de la Société fabienne et de sa doctrine (Chapitre I) ; ainsi qu'à l'exposé de cette doctrine en matière économique, sociologique, historique et politique (Chapitres II et III).

Puis vient l'étude de questions particulières envisagées en fonction de la pensée fabienne: collectivisme, impérialisme, protectionnisme, guerre (Chapitres IV et V). Le chapitre VI s'attache plus particulièrement à exposer la philosophie fabienne et ses idéaux, alors que le Chapitre VII nous fait voir les moyens déployés par les Fabiens afin de répandre leurs idées: recrutement, publications, cours, séances d'études, etc.

Les cinq derniers chapitres, enfin, nous montrent le degré d'influence du fabianisme sur la politique britannique du début du siècle, comme nous l'avons déjà noté plus haut, et exposent (Chapitre XII) les conclusions de l'auteur.

C'est un ouvrage d'universitaire, non engagé, objectif et fouillé. Il est non seulement intéressant à titre documentaire, mais il constitue d'emblée une étude de première valeur pour qui veut comprendre et apprécier pleinement le développement de la politique sociale du Royaume-Uni.

Jean-Réal CARDIN

Management Relations with Organized Public Employees — Theory Policies, Programs — Edité par Kenneth O. Warner, Public Personnel Association, Chicago, Illinois, 1963, 239 pp.

A l'heure où, au Québec, la question du syndicalisme dans la fonction publique se pose avec une acuité toute particulière et que le même problème existe à l'état aigu au niveau du gouvernement fédéral, la plaquette publiée par le « Public Personnel Association » arrive à point nommé pour nous fournir matière à comparaison et à réflexion sur un sujet d'une aussi grande actualité.

Car, le problème des relations du travail dans la fonction publique, aux différents niveaux de gouvernement, n'est pas propre au Québec, même si nous semblons partir de plus loin que dans certaines autres sociétés politiques.

Les Etats-Unis s'interrogent eux aussi présentement à ce sujet. Alors que dans beaucoup de pays du Vieux Continent, la fonction publique a depuis un bon nombre d'années conquis une certaine parité de conditions avec les employés des secteurs pri-

vés, l'Amérique du Nord ne fait que s'éveiller franchement au problème.

La récente ordonnance du Président Kennedy sur le statut des associations d'employés fédéraux, leur conférant des droits équivalents (sauf la grève) à celles des employés ordinaires, montre bien le climat de débloquage qui existe de ce côté chez nos voisins du Sud.

Au Canada, le nouveau régime instauré par le gouvernement Diefenbaker en matière de relations entre le pouvoir central et ses employés, quoique loin de satisfaire ces derniers pleinement, constitue tout de même une amorce dans le sens de l'action présidentielle américaine.

Pour ce qui est du Québec, nous attendons toujours des développements en cette matière, et même le Bill 54 retiré à la dernière session n'apportait à peu près rien de nouveau à une situation désuète et confuse au possible.

Même si la publication de Warner ne s'applique qu'à la situation américaine, de par les témoignages, les opinions, les expériences qu'elle nous présente d'une façon objective et non partisane, elle constitue un document précieux pour servir de point de départ à une étude sérieuse de notre propre situation et amorcer les refontes nécessaires de nos lois en ce domaine.

Il s'agit ici d'une série d'articles de différents auteurs organisés et présentés en fonction d'un même thème. On n'a pu éviter, dans cette publication, les dangers inhérents aux ouvrages de même nature, c'est-à-dire, d'une part, le manque d'intégration de l'ensemble des sujets traités, et d'autre part les redites et les recoupements inévitables à tout travail qui est le fruit de contributions diverses.

Il s'agit donc, non pas d'un traité, mais d'un document de travail, et à ce titre, l'ouvrage est excellent.

Après avoir traité, dans un premier chapitre, rédigé par l'éditeur lui-même, du « climat » général nécessaire à la coopération dans la fonction publique, le volume, aux chapitres 2, 3, 4 et 5 indique quatre points de vue différents du rôle des relations ouvrières-patronales dans les services de l'Etat, exprimés par des personnes émanant de différents milieux ; direction, syndicats, gouvernements, milieu académique.

Puis les parties III, IV et V, s'attachent à caractériser, à l'aide d'études monographiques, différents systèmes de relations industrielles aux niveaux local (Partie III), d'Etat (State Government, Partie IV) et fédéral (Partie V).

Il s'agit là d'une documentation précieuse colligée dans un même recueil et commentée utilement par les différents collaborateurs.

Enfin une bibliographie portant à la fois sur le contexte américain et canadien complète l'ouvrage. Sans minimiser le travail accompli jusqu'à présent sur le sujet au Canada, notamment par le professeur S.J. Frankel de McGill, nous ne pouvons que souhaiter que des études de ce genre se fassent plus nombreuses au Canada et au Québec tout particulièrement.

Jean-Réal CARDIN

Right Reverend New Dealer: John A. Ryan. By Francis L. Broderick. The Macmillan Company, New York ; Collier-Macmillan Ltd., London. 1963. 290 pages.

Comme les écoliers qui ont un don particulier pour donner des sobriquets à leurs professeurs, le fougeux Father Coughlin, trop célèbre champion de l'anti-communisme, de l'anti-sémitisme et de doctrines monétaires apparentées au Crédit Social durant la crise économique des années trente, était passé maître dans l'art de qualifier ses adversaires. C'est au cours d'une polémique avec Mgr John A. Ryan, professeur à l'Université catholique de Washington et directeur du Département d'action sociale de la N.C.W.C. qu'il le surnomma **Right Reverend New Dealer,** qualificatif que son biographe a retenu pour en faire le titre de son ouvrage.

Mgr Ryan est un des hommes qui ont le plus influencé la pensée sociale catholique aux Etats-Unis. Pendant plus de quarante ans, il a été sur la brèche. Par son enseignement d'abord au Séminaire de St-Paul et ensuite à l'Université catholique de Washington, par les livres qu'il a publiés, par les centaines d'articles qu'il a donnés à différentes revues, par ses conférences qu'il a prononcées dans tous les grands centres des Etats-Unis, par l'orientation qu'il a conférée au Département d'action sociale de la N.C.W.C. dont il a été le directeur-fondateur, Mgr Ryan a été dans tous les sens du mot un maître. Autour de lui, comme cela arrive pour tous les grands personnages, il s'est crée un mythe. Ce n'est pas vrai qu'il ait inspiré le New Deal de Roosevelt, comme le veut une certaine légende. Cependant, « all in all, Msgr Ryan was more the New Deal's ambassador to Catholics than a Catholic legate to the New Deal. He helped create the social mood and the social program that the New Deal embraced. But his greatest service was in acclimating that program to Catholic Americanism ».